

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JUIN 1923.

Projet de loi autorisant les Sociétés mutualistes à se fusionner ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VAN CAENEGEM.

MESSIEURS,

La proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations, a été admise à l'unanimité dans toutes les Sections comme à la Section centrale.

Elle concerne uniquement les sociétés mutualistes reconnues, visées par l'article 1^{er}, paragraphe I de la loi du 23 juin 1894.

Or, la législation actuelle ne permet la fusion de ces sociétés qu'en passant par l'étape de la liquidation.

Afin d'éviter les ennuis, les pertes de temps et les autres aléas résultant de ces formalités, les dispositions du projet de loi actuel proposent la fusion directe.

Certains collègues ont exprimé le désir que le bénéfice de la fusion fût étendu aux autres sociétés mutualistes reconnues et notamment à celles prévues par l'article 1^{er}, paragraphe II de cette même loi du 23 juin 1894.

Nous leur faisons d'abord observer que, seules parmi les sociétés mutualistes, celles visées par la présente loi en ont exprimé le désir.

D'autre part, les sociétés mutualistes prévues par l'article 1^{er}, §§ II, III et IV de la loi du 23 juin 1894, relèvent d'autres Départements et notamment du Département de l'Agriculture.

L'application de la loi pourrait donc donner lieu à des complications et, certes, à des retards.

D'ailleurs, la nouvelle loi peut être envisagée comme loi d'essai. Après preuves faites, elle s'étendra aisément à d'autres mutualités.

Le projet de loi vise surtout les avantages financiers et organiques du grand nombre d'affiliés, le grand nombre de sociétés mutualistes (au 31 décembre 1922 il y en avait 4,300 en Belgique) entraînant fatalement des frais généraux et de premier établissement trop onéreux.

En raison des difficultés financières et administratives, un grand nombre de petites mutualités ont dû recourir à la fusion.

(1) Proposition de loi, n° 196.

(2) La Section centrale, présidée par M. BERTRAND, était composée de MM. VAN CAENEGEM, DELACOLLETTE, DEBRUYNE (René), HUYSHAUWER, PÉCHER et CARLIER.

Les tableaux ci-dessous montrent le mouvement croissant de fusion des mutualistes en Belgique.

TABLEAU I.

Nombre d'Associations mutualistes dont l'avis de dissolution a été publié aux annexes du « Moniteur Belge » pendant les années :

ANNÉES.	Anvers.	Brabant.	Flandre occidentale.	Flandre orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.	LE ROYAUME.
1896	»	1	»	1	»	1	»	»	»	3
1897	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1898	»	»	»	»	1	»	1	»	»	2
1899	1	1	»	»	1	»	1	1	»	5
1900	»	1	»	1	1	1	»	»	1	5
1901	»	1	1	»	4	2	»	1	»	9
1902	2	»	1	1	3	»	»	»	1	8
1903	3	4	3	3	13	1	2	»	»	29
1904	1	3	1	2	1	2	»	»	»	10
1905	4	1	2	2	4	4	»	»	2	19
1906	»	1	2	3	»	5	1	1	»	13
1907	1	»	»	3	1	2	»	1	»	8
1908	1	1	3	3	5	»	»	»	1	14
1909	»	2	»	1	4	2	»	1	1	11
1910	4	1	»	6	5	4	»	2	1	23
1911	4	5	2	3	6	6	2	2	3	33
1912	8	7	1	6	6	11	»	2	5	46
1913	2	5	1	3	2	2	2	»	1	18
1914	»	2	2	1	2	»	»	1	1	9
1919 { P. B. (²)	4	9	1	9	14	15	2	1	2	57
1919 { R. (³)	3	5	2	1	5	2	»	1	»	19
1919 { Sp. (⁴)	»	1	»	»	1	»	»	»	»	2
1919 { TOTAL	7	15	3	10	20	17	2	2	2	78
1920 { P. B. (²)	5	12	12	14	19	25	4	2	5	98
1920 { R. (³)	»	1	1	3	»	1	1	»	»	7
1920 { Sp. (⁴)	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1
1920 { TOTAL	5	13	13	17	19	27	5	2	5	106
1921 { F. (¹)	»	3	»	»	2	»	»	»	»	5
1921 { P. B. (²)	13	12	9	4	25	38	3	2	4	110
1921 { R. (³)	2	1	2	3	»	1	»	»	»	9
1921 { Sp. (⁴)	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1
1921 { TOTAL	15	16	12	7	27	39	3	2	4	125
1922	31	28	16	22	26	44	4	»	4	175
1923 (⁵)	11	18	3	9	26	17	4	1	4	93
TOTAUX	100	126	66	104	177	187	27	19	36	842

(¹) Fédérations. (²) Sociétés à buts multiples. (³) Sociétés de retraite. (⁴) Sociétés à but spécial.
(⁵) Jusqu'au 17 mai.

TABLEAU II.

Tableau des dissolutions classées d'après la fin envisagée.
1919-1920-1921-1922.

PROVINCES.	DISSOLUTION pour cessation définitive.					DISSOLUTION en vue de fusion.				
	1919.	1920.	1921.	1922.	TOTAL.	1919.	1920.	1921.	1922.	TOTAL.
Anvers.	7	5	10	5	27	»	»	5	26	31
Brabant	14	13	13	3	43	1	»	3	25	29
Flandre occidentale. .	3	9	8	6	26	»	4	4	10	18
Flandre orientale . .	10	5	2	10	27	»	12	5	12	29
Hainaut	20	13	17	14	64	»	6	10	12	28
Liège	17	24	20	14	75	»	3	19	30	52
Limbourg	2	5	2	4	13	»	»	1	»	1
Luxembourg	2	2	1	»	5	»	»	1	»	1
Namur	2	3	2	2	9	»	2	2	2	6
LE ROYAUME	77	79	75	58	289	1	27	50	117	195

NOTE. — Les renseignements ne sont pas encore connus pour 1923.

Certains membres ont exprimé leur étonnement de ce que l'article 2, 2° n'indiquât point la destination des fonds sociaux.

Nous est avis que pareilles indications ne doivent pas trouver place dans un texte de loi; elles seront stipulées dans les règlements organiques *ad hoc*.

Au surplus, les sociétés fusionnantes doivent, au préalable, faire approuver par le Gouvernement leurs propositions concernant la destination de leurs fonds sociaux; dès lors les membres affiliés peuvent avoir tous apaisements à cet égard.

Le même procédé sera suivi dans l'approbation des textes statutaires de la société fusionnée: les diverses sociétés qui désirent fusionner en une même société fédérale, soumettront au Gouvernement les textes communs ou séparés. Se basant sur ces textes, le Gouvernement fixera les conditions de la fusion et entérinera éventuellement le statut de la société fusionnée, comme il est dit à l'article 3, alinéa 3.

Répondant à une question de la Section centrale, le Gouvernement confirme que les provisions aux membres opposants, dont question à l'article 6, sont dues pour six mois complets et non comme simple complément d'un semestre en cours.

Ceci en vue d'éviter les contestations.

Quant à l'article 7, il nous a paru logique de le compléter par un amendement, stipulant que les clauses de retour ne sont pas applicables aux dons et legs faits par les pouvoirs publics. C'est que précisément ces avances sont faites à titre de premier établissement et que, partant, leur destination écarte la clause de retour.

Le principe de la fusion directe et absolue, efficace en lui-même aux points de vue financier, organique et administratif, peut avoir certaines conséquences fâcheuses au point de vue social, notamment : un fléchissement de l'esprit et de la vie mutualistes, une détente de la responsabilité sociale, l'absence du contrôle local, surtout du contrôle médical, la restriction des secours et des subsides particuliers et communaux, en un mot, un faiblissement général de l'initiative mutualiste.

On peut concilier les avantages sociaux résultant d'institutions locales indépendantes avec les avantages techniques de la fusion, par l'érection de caisses centrales (cantonales et régionales) auxquelles peuvent s'affilier les sociétés locales. Celles-ci seraient astreintes statutairement au même régime de conditions et d'avantages; toutes les sociétés locales sont autorisées à présenter leurs comptes communs se rapportant à tous leurs services.

Il est toutefois bien entendu que, conformément à la loi du 23 juin 1914, ce système de caisses centrales conserve aux sociétés locales leur indépendance de contrôle et d'organisation, quel que soit le nombre d'affiliés locaux; à condition que la caisse centrale réponde au nombre d'affiliés exigés par la loi, ces caisses centrales seront reconnues et jouiront des bénéfices de la présente loi, au même titre que les fédérations actuellement reconnues.

Une difficulté se présente pour la ou les sociétés fusionnantes dont les membres sont à charge d'une caisse fédérale au moment de la fusion.

Y a-t-il lieu d'assurer une provision équivalente à six mois d'indemnité?

Deux cas sont à considérer :

Premier cas. — a) *L'association nouvelle résultant de la fusion s'affilie à la caisse fédérale d'invalidité qui a le membre à charge, ou*

b) *L'association maintenue après la fusion était antérieurement à celle-ci, affiliée à la caisse d'invalidité ayant le membre à charge.*

Dans ces deux cas, il n'y a pas interruption d'affiliation et le malade continue à recevoir l'indemnité d'invalidité.

Deuxième cas. — *L'association nouvelle constituée par les sociétés fusionnantes (ou l'association maintenue après la fusion) ne fait pas partie (ou cesse de faire partie) de la caisse fédérale d'invalidité ayant le membre à charge.*

Il y a lieu de noter que les caisses fédérales d'invalidité sont composées de sociétés; elles ne connaissent pas les membres de ces dernières. En cas de désaffiliation (dans le but de fusionner, par exemple), il est mis fin aux engagements réciproques et, *ipso facto*, les membres à charge de l'organisme fédéral sont déchus de leurs droits.

A première vue, il paraît donc pouvoir se faire qu'un malade soit privé des indemnités d'invalidité, comme conséquence de la fusion de la mutualité primaire à laquelle il appartient.

Pareille éventualité n'a pas échappé à la vigilance de l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, mais, par le projet de loi même, le Gouvernement est suffisamment armé pour la prévenir.

En effet, l'article 2, paragraphe 1^{er}, impose aux associations fusionnantes l'obligation de *régler les droits de leurs affiliés*.

D'autre part, l'article 3, paragraphe 2, réserve expressément au Gouvernement la *faculté d'admettre ou de rejeter la fusion*, sauf à notifier sa décision motivée aux requérants.

Or, avant *d'admettre la fusion*, le Gouvernement veillera, évidemment, à ce que les intérêts de toutes les parties en cause et, en tout premier lieu, ceux des malades et des invalides soient sauvegardés. *Une jurisprudence précise s'établira ainsi sur les meilleures mesures à prescrire à cette fin.*

Cette méthode est préférable à l'inscription dans la loi d'un texte rigide, dont l'application risquerait de ne pas toujours répondre exactement aux nécessités de la pratique.

*
* * *

De ce qui précède, il résulte que les précautions nécessaires sont prises afin qu'à l'occasion de la fusion il ne puisse être porté atteinte aux droits des affiliés à charge, soit de la mutualité primaire, soit de la caisse fédérale d'invalidité.

Il a paru impossible d'aller plus loin, notamment d'imposer à la caisse d'invalidité fédérale la continuation, pendant six mois, des secours aux membres de la société primaire dissoute par voie de fusion.

En effet, la caisse d'invalidité n'intervient pas dans la fusion; celle-ci résulte exclusivement de la volonté des sociétés qui se fusionnent et, dans ces conditions, pareille obligation serait contraire, non seulement à l'équité, mais aussi aux principes fondamentaux de l'assurance. Tout au plus serait-il admissible que, par réciprocité, les obligations des caisses fédérales d'invalidité fussent maintenues jusqu'à l'expiration de la période pendant laquelle les sociétés primaires fusionnées sont tenues du paiement de leurs cotisations; c'est pourquoi la Section centrale propose la modification de l'article 8, comme suit :

« ART. 8. — Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi du 23 juin 1894, les associations, dont la dissolution résulte de la fusion admise par le Gouvernement, cessent de faire partie de la fédération à laquelle elles sont affiliées.

» La fédération et les associations fusionnantes sont tenues de leurs obligations réciproques jusqu'à l'expiration du trimestre en cours à la date de l'arrêté royal qui admet la fusion. »

Votre Section centrale est persuadée que, eu égard à toutes les garanties et aux bénéfices du projet de loi, la Chambre s'y ralliera par un vote unanime.

Le Rapporteur,
J. VAN CAENEGEM.

Le Président,
L. BERTRAND.

**Amendements
présentés par la Section centrale.**

ART. 7.

Ajouter la disposition suivante :

Il est toutefois fait exception des dons et legs faits par les pouvoirs publics.

ART. 8.

Rédiger l'article 8 comme il suit :

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi du 23 juin 1894, les associations dont la dissolution résulte de la fusion admise par le Gouvernement, cessent de faire partie de la fédération à laquelle elles sont affiliées.

La fédération et les associations fusionnantes sont tenues de leurs obligations réciproques jusqu'à l'expiration du trimestre en cours à la date de l'arrêté royal qui admet la fusion.

**Amendementen
ingediend door de Middenafdeeling.**

ART. 7.

De volgende bepaling toe te voegen :

Uitzondering wordt echter gemaakt voor de giften en legaten gedaan door de openbare machten.

ART. 8.

Te lezen als volgt :

Bij afwijking van alinea 2 van artikel 3 der wet d.d. 23 Juni 1894, houden de onder goedkeuring van de Regering samengesmolten vereenigingen op, deel uit te maken van de federatie waarbij zij zijn aangesloten.

De federatie en de samensmeltende vereenigingen dienen hunne wederkerige verplichtingen te vervullen tot aan het einde van het kwartaal loopende op den datum van het Koninklijk besluit waarbij de samensmelting werd goedgekeurd.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 JUNI 1923.

Wetsontwerp op de samensmelting der erkende mutualiteitsinstellingen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER VAN CAENEKEN.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat wij de heer hebben U te onderwerpen, werd in al de Afdeelingen, en tevens in de Middenafdeeling eenparig aangenomen.

Het betreft alleen de erkende mutualiteitsverenigingen, bedoeld in artikel 1, § 1, van de wet van 23 Juni 1894.

De bestaande wetten laten de samensmelting van deze instellingen enkel toe nadat hunne vereffening heeft plaats gehad.

Om den last, het tijdverlies en de andere bezwaren van die formaliteiten te vermijden, wordt in de bepalingen van dit ontwerp de rechtstreeksche samensmelting voorgesteld.

Eenige collega's hebben den wensch uitgedrukt het voordeel van die samensmelting uit te breiden tot de andere erkende mutualiteitsinstellingen, namelijk tot deze voorzien bij artikel 1, § 2, van dezelfde wet van 23 Juni 1894.

Wij doen hun vooreerst opmerken dat alleen de mutualiteitsinstellingen, waarvan sprake is in de onderhavige wet, het verlangen daartoe uitgedrukt hebben.

De mutualiteitsinstellingen bedoeld in artikel 1, §§ II, III en IV der wet van 23 Juni 1894, hangen trouwens af van andere Departementen, inzonderheid van het Departement van Landbouw.

De toepassing van de wet zou dus kunnen aanleiding geven tot verwikkelingen, en zeker tot vertragingen.

De nieuwe wet kan, ten andere, worden beschouwd als proefwet. Na de opgedane ervaringen zal zij gemakkelijk kunnen uitgebreid worden tot andere mutualiteiten.

Het wetsontwerp bedoelt vooral de financiële en organieke voordeelen van het groot getal aangeslotenen, dewijl de zeer talrijke mutualiteitsverenigingen (op 31 December 1922 waren er in België 4.300) noodzakelijkerwijze al te zware algemeene kosten en kosten van eerste instelling medebrengen.

Wegens de financiële en administratieve moeilijkheden, hebben vele kleine mutualiteiten hun toevlucht moeten nemen tot de samensmelting.

(1) Wetsontwerp, nr 196.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer BERTRAND, bestond uit de heeren VAN CAENEKEN, DELACOLETTE, DE BRUYNE (RENE), HUYSHAUWER, PECHER en CARLIER.

Onderstaande tabellen toonen hoe die samensmelting der mutualiteiten in België steeds toeneemt.

TABEL I.

Getal mutualiteitsinstellingen waarvan het bericht tot ontbinding in de bijlagen van het « Staatsblad » is verschenen gedurende de jaren :

JAREN.	Antwerpen.	Brabant.	West-Vlaanderen.	Oost-Vlaanderen.	Henegouw.	Luik.	Limburg.	Luxemburg.	Namen.	HET RUK.
1896	»	1	»	1	»	1	»	»	»	3
1897	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1898	»	»	»	»	1	»	1	»	»	2
1899	1	1	»	»	1	»	1	1	»	5
1900	»	1	»	1	1	1	»	»	1	5
1901	»	1	1	»	4	2	»	1	»	9
1902	2	»	1	1	3	»	»	»	1	8
1903	3	4	3	3	13	1	2	»	»	29
1904	1	3	1	2	1	2	»	»	»	10
1905	4	1	2	2	4	4	»	»	2	19
1906	»	1	2	3	»	5	1	1	»	13
1907	1	»	»	3	1	2	»	1	»	8
1908	1	1	3	3	5	»	»	»	1	14
1909	»	2	»	1	4	2	»	1	1	11
1910	4	1	»	6	5	4	»	2	1	23
1911	4	5	2	3	6	6	2	2	3	33
1912	8	7	1	6	6	11	»	2	5	46
1913	2	5	1	3	2	2	2	»	1	18
1914	»	2	2	1	2	»	»	1	1	9
1919 { P. B. (²)	4	9	1	9	14	15	2	1	2	57
1919 { R. (³)	3	5	2	1	5	2	»	1	»	19
1919 { Sp. (⁴)	»	1	»	»	1	»	»	»	»	2
1919 { SAMEN	7	15	3	10	20	17	2	2	2	78
1920 { P. B. (²)	5	12	12	14	19	25	4	2	5	98
1920 { R. (³)	»	1	1	3	»	1	1	»	»	7
1920 { Sp. (⁴)	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1
1920 { SAMEN	5	13	13	17	19	27	5	2	5	106
1921 { F. (¹)	»	3	»	»	2	»	»	»	»	5
1921 { P. B. (²)	13	12	9	4	25	38	3	2	4	110
1921 { R. (³)	2	1	2	3	»	1	»	»	»	9
1921 { Sp. (⁴)	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1
1921 { SAMEN	15	16	12	7	27	39	3	2	4	125
1922	31	28	16	22	26	44	4	»	4	175
1923 (⁵)	11	18	3	9	26	17	4	1	4	93
TOTALEN	100	126	66	104	177	187	27	19	36	842

(¹) Federaties. (²) Vereenigingen met meerdere doeleinden. (³) Pensioenvereenigingen. (⁴) Vereenigingen met bijzonder doel. (⁵) Tot op 17 Mei.

TABEL II.

Tabel der ontbindingen gerangschikt volgens het beoogde doel.
1919-1920-1921-1922.

PROVINCIEËN.	ONTBINDING wegens geheele ophouding.					ONTBINDING wegens samensmelting.				
	1919.	1920.	1921.	1922.	TOTAL.	1919.	1920.	1921.	1922.	TOTAL.
Antwerpen	7	5	40	5	27	»	»	5	26	31
Brabant	14	13	13	3	43	1	»	3	25	29
West-Vlaanderen. . .	3	9	8	6	26	»	4	4	40	18
Oost-Vlaanderen. . .	10	5	2	10	27	»	12	5	12	29
Henegouw	20	13	17	14	64	»	6	10	12	28
Luik	17	24	20	14	75	»	3	19	30	52
Limburg	2	5	2	4	13	»	»	1	»	1
Luxemburg	2	2	1	»	5	»	»	1	»	1
Namen	2	3	2	2	9	»	2	2	2	6
HET RIJK	77	79	75	58	289	1	27	50	117	195

NOTA. — Voor 1923 zijn de cijfers nog niet gekend.

Sommige leden drukten hunne verwondering er over uit, dat artikel 2, 2°, niet de bestemming van het vermogen der instellingen aangeeft.

Onzes dunkens moeten dergelijke aanduidingen niet in een wetstekst voorkomen; zij worden vermeld in de organieke reglementen *ad hoc*.

Overigens, moeten de samen te smelten instellingen, vooraf, door de Regeering hunne voorstellen omtrent de bestemming van hun maatschappelijk vermogen doen goedkeuren; dienvolgens, kunnen de aangesloten leden daaromtrent alle geruststelling hebben.

Dezelfde handelwijze zal worden gevolgd voor de goedkeuring van de teksten der standregelen van de samengesmolten instelling: de onderscheidene instellingen welke wenschen samengesmolten te worden in eene federale instelling, zullen aan de Regeering de gemeenschappelijke of afzonderlijke teksten onderwerpen. Steunende op deze teksten, zal de Regeering de voorwaarden der samensmelting bepalen en eventueel het statuut der samengesmolten instelling bekrachtigen, zooals wordt gezegd in artikel 3, lid 3.

Antwoordende op eene vraag van de middenafdeeling, bevestigt de Regeering dat de bij voorraad aan de verzetdoende leden toegewezen som, waarvan sprake in artikel 6, verschuldigd is voor zes volle maanden en niet als een eenvoudige aanvulling van een loopend halfjaar.

Dit om de betwistingen te vermijden.

In zake artikel 7, scheen het ons logisch het aan te vullen door een amende-

ment bepalende dat de bedingen van teruggave niet toepasselijk zijn op de giften en legaten door de openbare machten gedaan. De reden daarvan is, dat juist deze voorschotten worden gedaan ten titel van eerste inrichting en dat, dienvolgens, hunne bestemming het beding van teruggave afwijst.

Het beginsel der rechtstreeksche en volstreckte samensmelting, doelmatig op zich zelf onder oogpunt van finacie, van inrichting en van bestuur, kan zekere bezwarende gevolgen hebben in sociaal opzicht, namelijk : een achteruitgang van den geest en het leven der mutualiteiten, een verslapping der sociale verantwoordelijkheid, de ontstentenis van het plaatselijk toezicht vooral van het geneeskundig toezicht, de beperking der particuliere en gemeentelijke hulpelden en toelagen, in één woord : een algemeene verzwakking van het initiatief op gebied van mutualiteit.

Men kan de sociale voordeelen, voortvloeiende uit plaatselijke onafhankelijke instellingen overeenbrengen met de technische voordeelen der samensmelting, door de oprichting van middenkassen (kantonnale en gewestelijke) waarbij de plaatselijke instellingen zich kunnen aansluiten. Deze zouden, volgens de standregelen, gehouden zijn tot hetzelfde regime van vereischten en voordeelen; al de plaatselijke instellingen zijn gemachtigd om de gemeenschappelijke rekeningen over al hunne diensten aan te bieden.

Het is echter wel verstaan dat, overeenkomstig de wet van 23 Juni 1914, dit stelsel van middenkassen aan de plaatselijke instellingen hunne onafhankelijkheid van contrôle en van inrichting laat behouden, welk ook het getal zij van de plaatselijke aangeslotenen; mits de middenkas beantwoordt aan het door de wet vereischte getal aangeslotenen, zullen deze middenkassen erkend worden en de voordeelen van deze wet genieten, ten zelfden titel als de thans erkende federaties.

Een bezwaar doet zich op voor de samensmeltende instelling of instellingen wier leden ten laste zijn van eene federale kas op het oogenblik der samensmelting.

Is het noodig eene som bij voorraad, gelijk aan zes maanden vergoeding, te verzekeren?

Twee gevallen komen in aanmerking :

Eerste geval. — a) *De vereeniging uit de samensmelting ontstaan treedt toe tot de federale invaliditeitskas welke het lid te onderhouden heeft, of*

b) *De vereeniging, welke na de samensmelting werd behouden, was, vóór dat deze versmelting plaats had, aangesloten bij de invaliditeitskas welke het lid te onderhouden heeft.*

In beide gevallen is er geen onderbreking van aansluiting en de zieke gaat voort de invaliditeitsvergoeding te ontvangen.

Twecde geval. — *De nieuwe vereeniging gevormd door de samensmeltende instellingen (of de vereeniging na de versmelting in stand gehouden) maakt geen deel uit (of houdt op deel uit te maken) van de federale invaliditeitskas welke het lid te onderhouden heeft.*

Er dient aangemerkt te worden, dat de federale invaliditeitskassen uit *Instel-*

lingen bestaan; zij kennen de leden dezer laatste niet. Ingeval van splitsing (b. v. om zich samen te smelten), wordt een eind gemaakt aan de wederkeerige verbintenissen en, *ipso facto*, worden de leden ten laste van de federale inrichting van hunne rechten ontzet.

In eerste opzicht, kan het dus geschieden dat een zieke beroofd wordt van de invaliditeitsvergoedingen, als gevolg van de samensmelting der primaire mutualiteit waartoe hij behoort.

Zulke mogelijkheid is niet ontsnapt aan de waakzaamheid van den Dienst der Sociale Verzekering en voorzorg, maar, door het wetsontwerp zelf, is de Regeering genoegzaam gewapend om haar te voorkomen.

Inderdaad, artikel 2, § 1, legt aan de samensmeltende instellingen de verplichting op *om de rechten van hunne leden te regelen*.

Anderzijds, behouden artikel 3, § 2, aan de Regeering uitdrukkelijk de *vrijheid voor om de samensmelting goed- of af te keuren*, mits hare met redenen omkleede beslissing aan de aanvragende instellingen te notifieeren.

Welnu, alvorens *de samensmelting toe te laten*, zal de Regeering er voorzeker acht op geven, dat de belangen van de betrokken partijen en, op eerste plaats, die der zieken en der invaliden, gevrijwaard zijn. *Alzoo zal een nauwkeurige jurisprudentie worden tot stand gebracht over de daartoe voor te schrijven maatregelen*.

Deze methode is te verkiezen boven het inlasschen in de wet van een onwrikbaren tekst, waarvan de toepassing zou gevaarloopen niet altijd juist te beantwoorden aan de noodwendigheden van de praktijk.

*
* * *

Uit het voorafgaande blijkt dat de noodige voorzorgen zijn genomen opdat, bij samensmelting, de rechten der onderhouden leden niet verkort worden noch die van de primaire mutualiteit, noch die van de federale Invaliditeitskas.

Verder scheen men niet te kunnen gaan, te weten, de federale Invaliditeitskas, gedurende zes maanden, te verplichten voort te gaan met de leden van de wegens samensmelting ontbonden primaire instelling te steunen.

Inderdaad, de Invaliditeitskas komt in de samensmelting niet tusschen; deze is uitsluitend het gevolg van den wil der samensmeltende instellingen en, in deze omstandigheden, zou zulke verplichting niet alleen strijdig zijn met de billijkheid, maar ook met de grondbeginselen van de verzekering. Hoogstens, zou het aannemelijk zijn dat, bij wederkeerigheid, de verplichtingen der federale Invaliditeitskassen werden in stand gehouden tot het verstrijken van den termijn gedurende welken de samengesmolten primaire instellingen gehouden zijn hunne bijdragen te betalen; daarom stelt de Middenafdeeling voor, artikel 8 te wijzigen als volgt :

« ART. 8. — Bij afwijking van alinea 2 van artikel 3 der wet d.d. 23 Juni 1894, houden de onder goedkeuring van de Regeering samengesmolten vereenigingen op, deel uit te maken van de federatie waarbij zij zijn aangesloten.

» *De Federatie en de samensmeltende vereenigingen dienen hunne wederkeerige*

verplichtingen te vervullen tot aan het einde van het kwartaal loopende op den datum van het Koninklijk besluit waarbij de samensmelting werd goedgekeurd. »

Uwe Middenafdeeling is overtuigd dat, ten aanzien van al de waarborgen en voordeelen welke het wetsontwerp aanbiedt, de Kamer eenparig er zich zal bij aansluiten.

De Verslaggever,
J. VAN CAENEGEM.

De Voorzitter,
L. BERTRAND.

Amendements présentés par la Section centrale.	Amendementen ingediend door de Middenafdeeling.
ART. 7.	ART. 7.
Ajouter la disposition suivante :	De volgende bepaling toe te voegen :
<i>Il est toutefois fait exception des dons et legs faits par les pouvoirs publics.</i>	<i>Uitzondering wordt echter gemaakt voor de giften en legaten gedaan door de openbare machten.</i>
ART. 8.	ART. 8.
Rédiger l'article 8 comme il suit :	Te lezen als volgt :
Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi du 23 juin 1894, les associations dont la dissolution résulte de la fusion admise par le Gouvernement, cessent de faire partie de la fédération à laquelle elles sont affiliées.	Bij afwijking van alinea 2 van artikel 3 der wet d.d. 23 Juni 1894, houden de onder goedkeuring van de Regeering samengesmolten vereenigingen op, deel uit te maken van de federatie waarbij zij zijn aangesloten.
<i>La fédération et les associations fusionnantes sont tenues de leurs obligations réciproques jusqu'à l'expiration du trimestre en cours à la date de l'arrêté royal qui admet la fusion.</i>	<i>De federatie en de samensmeltende vereenigingen dienen hunne wederkerige verplichtingen te vervullen tot aan het einde van het kwartaal loopende op den datum van het Koninklijk besluit waarbij de samensmelting werd goedgekeurd.</i>